

Paris, le 4 octobre 1955

Monsieur le Ministre

Comme suite à la conversation que j'ai eu avec votre collaborateur, Mr Abel Thomas, vous avez bien voulu me demander de rédiger une note sur les suggestions que j'avais pu formuler sur le problème Algérien. C'est celle-ci que, pour répondre à votre demande, j'ai l'honneur de vous adresser.

Je me permettrai de les accompagner de quelques commentaires que voici :

En 1950, alors que j'étais préfet de Constantine, j'avais dénoncé la sous administration de l'Algérie, à l'occasion de la présentation devant le Conseil Général du projet de création du département de Bône.

J'avais également dénoncé à l'époque l'insuffisance des forces de maintien de l'ordre et j'avais formulé des propositions sur l'augmentation des effectifs et des moyens de Gendarmerie.

Enfin, j'avais, à plusieurs reprises, dans la hiérarchie des difficultés qui s'opposaient à une action constructive, signalé en premier lieu celles qui provenaient des bureaux du Gouvernement Général, ainsi que l'action de certains français d'origine européenne, notamment en ce qui concerne les programmes de travaux d'intérêt communal.

Si je fais un rappel de ce passé, c'est, non point pour me faire donner raison aujourd'hui, mais pour marquer que les maux dont nous souffrons étaient prévus et prévisibles et que certaines situations demeurent identiques à elles-mêmes, ainsi que je l'ai pu constater il y a quelques jours. Il convient d'ajouter aux terribles difficultés auxquelles M. DUPUCH doit faire face, celles qui concernent les relations avec l'autorité militaire et les méthodes d'interventions utilisées par celles-ci.

Faut-il souligner les graves inconvénients du passage successif, en quatorze mois, de cinq Généraux à la tête de la division de Constantine ?

Faut-il également souligner les erreurs anciennes de la politique du Personnel du Ministère de l'Intérieur, qui cherche d'abord des places pour des effectifs pléthoriques avant de choisir des hommes formés aux problèmes algériens ? Vous avez personnellement sur ce point, marqué votre volonté d'un changement qui sera certainement salutaire.

Je ne veux pas d'avantage, ce serait hors du sujet, revenir sur le scénario imaginé pour dénouer ce qu'on a appelé le drame marocain. J'ai vécu personnellement trop près de ce drame. J'ai, sans me lasser mais en vain, suggéré méthodes et objectifs, et dénoncé les erreurs des plans,

programmes et autres calendriers. Mais à l'heure où la France est en péril en Afrique du Nord, je pense en conscience que c'est le devoir le plus élémentaire, pour un haut fonctionnaire qui a eu l'honneur de traiter des affaires de l'Islam, soit à Paris, soit en Orient, soit en Afrique du nord même, de confier ses alarmes à son Chef et d'apporter sa contribution dans la solution d'un problème qui relève plus de l'art d'exécution que du brillant, mais cartésien, de la conception.

On vient de faire allusion, dans un discours public, aux hauts fonctionnaires qui suivent leur propre politique qui n'est pas toujours celle du gouvernement : n'est-ce point que la discipline ne s'impose pas, mais se mérite, grâce à la clarté des conceptions et à la rigueur des méthodes. C'est FOCH, je crois, qui a rappelé qu'en haut lieu, "la discipline égale activité de l'esprit, mise en œuvre du caractère", c'est-à-dire, pour le Gouvernement, choix des hommes formés aux disciplines de l'esprit comme à celle du caractère. J'ajouterai la confiance mutuelle entre le Gouvernement et ses représentants. Cette confiance, pour se justifier, doit être à l'abri des jeux quotidiens et instables de la politique, lesquels d'ailleurs reflètent la faiblesse d'un Etat.

C'est pour ma part, cette confiance que je vous témoigne en vous envoyant cette lettre.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mon respectueux dévouement.

Maurice Papon

Monsieur BOURGES-MAUNOURY
Ministre de l'Intérieur.

Note du Webmaster : cette note est dans le fonds René Mayer. Il s'agit d'une pelure, et rien ne précise comment elle est arrivée à René Mayer.

A l'époque Maurice Papon Conseiller technique au cabinet du S.E. aux affaires algériennes (M. Champeix), et René Mayer, Président de la Haute autorité de la C. E. C. A.